

Longue marche vers contre l'impunité des crimes

Vocation permanente à caractère universalisable considéré comme un événement majeur pour certains alors que beaucoup d'autres (auteurs internationalistes et pénalistes) ont considérés qu'il ne fallait pas avoir un triomphalisme

Prise en compte de l'individu et de sa responsabilité pénale internationale

Ptique>>> la CPI se situe t-elle dans les relations internationales (donc politique) ou dans le droit international (donc juridique) ?

I) La CPI : fruit de RI au 20^e siècle

A) Contexte politique

Historique, genèse de la justice pénale internationale avec double objectif :

- infliger sanctions exemplaires de crimes particulièrement odieux
- dissuasion afin de prévenir le retour de telles tragédies (et donc maintien de la paix)

causes et circonstances politiques un siècle de réflexion élaboration progressive du Droit de l'homme, Tribunaux ad hoc

La France pris une part active à la négociation d'un statut q des pays importants ont finalement rejeté (EU, pays arabe très solidaires e/ eux)

B) Le choix d'une conception réaliste

Statut>>traité qui permet un équilibre (barre des 60 ratifications)

Entente totale des Etat sur la définition des crimes

La viabilité de la cour dépend du plus grand nombre d'Etats

II) Paradoxe de la Cour : indépendance dans l'interdépendance

A) Rôle de coopération

Principe de complémentarité des juridictions instaure une relation de confiance des E partis

Mais refus d'un pouvoir judiciaire indépendant>>> compétence minimale de la cour car compétence d'attribution (que pour certains crimes) car les E gardent leur compétence universelle pour la répression des crimes du DI + principe de non intervention et non ingérence

La CPI est une forme de coopération internationale en matière pénale en préservant parfaitement l'entière souveraineté judiciaire des E

B) Influence de la société civile

- Pression de certaine ONG qui voulaient une plus grande compétence de la CPI et une indépendance de celle-ci (notamment à l'égard des E permanent du Conseil Sécurité), ont joué rôle d'intermédiaire actifs entre Etats et la CPI
- Question du rôle du conseil de sécurité